

Ce que nous apprennent les faits et les chiffres

Entre 2000 et 2008, le nombre de travailleurs/euses dans les professions à bas niveau de qualification a contribué à hauteur de 20% à la croissance de l'emploi, avec un taux de croissance de 22% contre une moyenne de 10% [3]. Les emplois peu qualifiés représentent la part la plus importante du marché européen du travail [4]. Par exemple, en Italie, il est estimé que 40% de la demande de travail sont destinés à des personnes peu qualifiées [5]. **L'économie de l'UE dépend donc également des emplois à faible niveau de qualification.**

Dans la plupart des pays européens, certains secteurs dans lesquels des pénuries de main d'œuvre se sont déjà fait ressentir reposent actuellement sur la migration, en raison d'une inadéquation entre l'offre et la demande en termes de compétences ou de localisation des postes. L'offre de travail pour des emplois moins qualifiés est affaiblie par le fait que la main d'œuvre native a tendance à éviter les postes à faibles statuts, à faibles salaires ou éloignés [6]. Par exemple dans le secteur agricole, il est difficile d'attirer les travailleurs/euses natif[ve]s pour ces mêmes raisons ainsi qu'en raison des conditions de travail et du caractère saisonnier de ces emplois.

On attend une croissance globale des emplois à faibles salaires, notamment dans la restauration, le commerce, le secteur de l'aide à la personne et le travail domestique, la construction et le transport, en particulier pour les activités qui ne sont pas encore mécanisées.

Il est irréaliste de penser que restreindre la migration de main-d'œuvre à bas salaires empêcherait la venue de travailleurs/euses migrant[e]s. En l'absence de canaux officiels, la migration de travail a tendance à recourir aux passeurs comme seules voies pour venir en Europe.

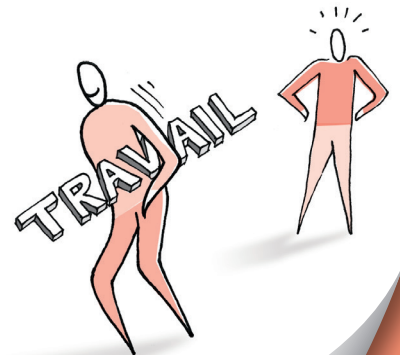
Qu'en pensez-vous ?

[...] "Dans de nombreux secteurs à faibles qualifications, les travailleurs britanniques sont remplacés par des travailleurs étrangers qui sont prêts à accepter des salaires inférieurs au minimum vital" [2]

[Arguments des personnalités de Centre-Gauche britanniques sur l'impact négatif d'une migration peu qualifiée sur les travailleurs natifs ■ Résumés par Christina Boswell ■ Professeure de sciences politiques à l'Université d'Edinburg]

On entend souvent...

Dans un monde globalisé où la compétition entre les économies s'accroît et que la population en âge de travailler décline, il y a une pénurie dans des secteurs clé de l'économie tels que les sciences, la technologie, l'ingénierie et la santé. Les travailleurs/euses hautement qualifié[e]s sont la seule réponse aux défis économiques auxquels l'Union européenne est confrontée. En revanche, les portes doivent se fermer pour les secteurs qui emploient des travailleurs/euses moins qualifié[e]s. Plus de migrations dans ces secteurs auraient à la fois des conséquences quantitatives [moins de demande de travail pour les natif[ve]s] et qualitative [risque de dumping social] sur le marché du travail. En d'autres termes, les natif[ve]s et les travailleurs/euses migrant[e]s seraient en concurrence pour les mêmes emplois, alors que le chômage reste élevé dans l'UE suite à la crise sociale et économique.



En outre, imposer ces restrictions ne répond pas aux enjeux d'inadéquation entre la demande et l'offre de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie. Par conséquent, la limitation de l'offre de travail proposée par les migrant[e]s pousse les employeurs à recourir au travail irrégulier. Or, les migrant[e]s qui travaillent dans l'économie informelle sont particulièrement soumis[es] à des conditions de travail précaires et susceptibles de subir abus et exploitation [7].

Par contre, l'augmentation de la migration de travail ne provoque pas de dumping social et pourrait, au contraire, favoriser l'amélioration des conditions de travail pour les natif[ve]s. En effet, quand les compétences des migrant[e]s sont complémentaires à celles des travailleurs/euses déjà présent[e]s sur le marché, on observe une augmentation de la productivité qui peut aboutir à une hausse des salaires pour ces derniers [8].

Enfin, les études empiriques montrent que les migrant[e]s peu qualifiés s'intègrent avec succès dans des secteurs spécifiques de l'économie sans pour autant "voler" les emplois des natif[ve]s [9]. L'idée selon laquelle si des migrant[e]s sont employé[e]s alors des natif[ve]s doivent perdre leur travail, est largement basée sur la présomption que le

nombre d'emplois est fixe dans une économie. La réalité est que l'immigration peut être à l'origine de la création de nouveaux emplois, y compris pour les natif[ve]s. En tant que consommateurs/trices de biens et de services, investisseurs/euses et entrepreneur[e]s, les migrant[e]s peuvent amener à une hausse de la demande de travail et ainsi accroître les salaires et l'emploi dans l'économie dans laquelle ils/elles évoluent [10].

■ Outil développé par le FORM et ICMC, en partenariat avec le groupe de travail M&D de CONCORD, avec le soutien financier de l'UE, de la Fondation de France et de l'AFD • Graphisme & Illustrations Fabienne Venet

Une travailleuse domestique en Europe

Monica est originaire d'un petit village du Chili. Elle est arrivée en Belgique en 2010 avec un visa touristique et est restée après l'expiration de celui-ci car elle avait facilement trouvé un emploi en tant que travailleuse domestique. La politique belge rendant extrêmement difficile l'obtention d'un permis de travail, Monica vit, depuis lors, à Bruxelles sans papier. Malgré le risque d'exploitation, Monica travaille dans de nombreuses maisons de la ville et est notamment employée par les institutions de l'UE.

« Nous, immigré[e]s, faisons seulement le travail qu'ils/elles ne veulent pas faire et c'est pour cela que nous sommes là: nous pouvons trouver du travail [...] Parmi les gens qui font le ménage, il y a des infirmier[e]s, des enseignant[e]s, des personnes qualifiées mais, avec leur statut d'irrégulier[e]s, ils/elles sont obligé[e]s de rester dans le secteur informel. Il y a un manque de reconnaissance des compétences et un besoin de reconnaître les diplômes et les études. »

[Monica ■ Chilienne]

Notre vision

Malgré un taux de chômage élevé dans certains États membres, les marchés du travail dans l'UE ont substantiellement besoin de migrant[e]s de différents niveaux de compétences et de qualifications. Néanmoins, à ce jour, les politiques migratoires nationales et communautaires n'offrent que peu de possibilités pour les travailleurs/euses migrant[e]s des pays tiers pour obtenir des permis de séjour et de travail leur permettant de travailler de façon régulière. En conséquence, **les besoins en travailleurs/euses moins qualifié[e]s sont souvent accompagnés de mouvements irréguliers et d'emplois informels qui peuvent se traduire par de graves abus et exploitations** [11].

Nous pensons nécessaire :

- **D'assurer une meilleure collecte des données** afin d'améliorer les politiques relatives aux migrations de travail qui doivent être fondées sur des faits et afin d'identifier les besoins du marché du travail
- **Que les politiques nationales et communautaires ayant trait à la migration de travail prennent en compte tous les niveaux de qualifications.** La migration de travailleurs/euses peu qualifié[e]s joue, elle aussi, un rôle positif en termes de croissance et de compétitivité dans les pays d'accueil
- **Que le besoin structurel de main d'œuvre peu qualifiée soit reconnu** dans les processus de décision de l'UE
- **De créer des canaux suffisants, sûrs, transparents, permanents et/ou temporaires** pour la migration de main-d'œuvre vers l'Europe, pour des migrant[e]s possédant différents niveaux de compétences et dans tous les secteurs d'activité, d'une façon qui reflète les besoins réels du marché du travail dans l'UE et dans les pays en développement

Passez le message!

L'immigration peut être à l'origine de la création de nouveaux emplois, y compris pour les natif[ve]s.

Les marchés du travail dans l'UE ont besoin de migrant[e]s de différents niveaux de compétences et de qualifications.

Emplois peu qualifiés : part la plus importante du marché européen du travail

Notes

- Meilleure collecte des données
- Reconnaissance des diplômes
- Canaux suffisants et sûrs pour la migration de main d'œuvre

